Motion du conseil de laboratoire du LAAS-CNRS

Le CNRS, délégations régionales et laboratoires, est actuellement soumis à un audit dans le cadre de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques). Le personnel de la Délégation Régionale Midi-Pyrénées et les Directeurs d'Unités CNRS Toulousains ont exprimé leur inquiétude face à cette enquête et ses conséquences attendues.

En effet la RGPP a pour objectif « d'optimiser » les fonctions support, ce qui se traduit par une restructuration et des suppressions de postes. Ces fonctions sont présentes notamment dans les délégations régionales, mais aussi dans tous les laboratoires. Au LAAS, près de 40 ITA assurent les fonctions support et soutien. Ils représentent 1/3 de l'effectif ITA du laboratoire.

Tous seront affectés par la RGPP dont les principales mesures seront des mutualisations forcées, l'externalisation et la disparition de métiers au sein du CNRS :

- les services administratifs seraient transférés sur des plateformes nationales ou régionales,
- les services généraux et l'informatique seraient externalisés.

Pour le personnel du laboratoire, les conséquences en seraient désastreuses :

- nos collègues des fonctions support ou soutien vont voir leurs conditions de travail dégradées (augmentation de la charge de travail, mutualisation forcée hors du laboratoire) ou même subir des reconversions obligatoires,
- nos collègues chercheurs et ITA se retrouveront avec des charges administratives supplémentaires à assurer et moins de temps pour le travail de recherche.

De par l'expérience, nous savons que les services rendus par ces plateformes nationales ou régionales seront dégradés par rapport aux services de proximité fournis au sein des laboratoires ou dans les Délégations Régionales. Ceci aura des conséquences sur la qualité du travail de recherche.

De plus, il est envisagé d'augmenter de manière significative les prélèvements sur les contrats de recherche pour financer les fonctions support qu'on nous supprime par ailleurs. Cela signifie clairement un désengagement du CNRS, et la volonté que les laboratoires financent l'essentiel de leur activité sur leurs ressources propres.

Depuis quelques années, la baisse de la dotation de base du CNRS pour les laboratoires et la volonté politique de passer à un financement uniquement sur projets ont conduit à la multiplication des contrats très gros consommateurs de fonctions support. Il est d'autant plus surprenant d'envisager une diminution du nombre des personnels assurant ces services.

Pour nous, un laboratoire est un collectif de travail, où les liens humains sont essentiels, au service de la recherche où tous les métiers nécessaires à son bon fonctionnement sont présents. Nos collègues des fonctions support y participent. C'est leur proximité et leurs compétences acquises au contact de la recherche qui les rendent si indispensables.

Le LAAS est attaché au CNRS, organisme national de service public de recherche, où le travail est réalisé ensemble par des personnels permanents, chercheurs et ITA, dans les Laboratoires et les Délégations Régionales de proximité.

Nous demandons l'arrêt du démantèlement de ces services essentiels à la recherche. Et nous faisons remarquer que le manque de postes criant sur ces fonctions a déjà dû être compensé par l'embauche de nombreux précaires. L'application de la RGPP ne ferait qu'empirer les choses.

